

Immobilis in mobile

Bavardages autour des résistances juvéniles réunionnaises à la mobilité

- **Gilles Ascaride***

Ingénieur de recherche, Université de Provence

- **Philippe Vitale***

Maître de Conférences en sociologie, Université de Provence

Ceux qui ne bougent pas, ne sentent pas leurs chaînes
Rosa Luxembourg

La mobilité, dispositif impulsé dans les années soixante par Michel Debré, constitue encore aujourd'hui un des principaux outils destinés à répondre au chômage de masse que connaît la Réunion. Or, depuis une dizaine d'années, les Réunionnais sont rétifs à quitter leur île. Bien que la mobilité continue à être une garantie d'emploi, cette résistance s'avère particulièrement forte chez les jeunes non-diplômés et précaires. L'article discute de cette énigme en focalisant l'analyse sur la population juvénile réunionnaise.

Que Jules Verne nous pardonne. La célèbre maxime du capitaine Nemo (Verne, 2001, [1869]) que nous détournons ici, illustre métaphoriquement un changement dans la mobilité des Réunionnais et des Réunionnaises, en général, et chez les jeunes, en particulier. Les années soixante ont vu s'instaurer à la Réunion une politique d'émigration volontariste¹, chapeauté par Debré (Gauvin, 2006), encourageant, jusqu'en 1980, des départs massifs pour la métropole, de populations en âge de travailler ou de mineurs reconnus arbitrairement comme orphelins, abandonnés, en danger et/ou délinquants

(Ascaride, Spagnoli & Vitale, 2004), afin de tenter de pallier aux conséquences de la démographie, du chômage et de la précarité. Soutenu en 1963 par le BUMIDOM (Bureau pour le développement des migrations intéressant les DOM), dont l'objectif principal est alors de contribuer à aider les "domiens" à émigrer en métropole, et accompagné par le CNARM (le Comité national d'accueil des Réunionnais en métropole), destiné à veiller à l'installation des

* Département de Sociologie, 29 Av. Robert Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 1
Membres du Laboratoire Méditerranéen de Sociologie, MMSH-CNRS, UMR 6127
gilles.ascaride@univ-provence.fr
philippe.vitale@univ-provence.fr

migrants dans l'Hexagone, la politique de migration de Debré est un dispositif bien rôlé qui fait circuler, durant vingt ans, quelque 70.000 personnes au départ de la Réunion. Les "pionniers" des années soixante, qui trouvent rapidement un emploi dans l'administration, l'industrie et le tertiaire des Trente Glorieuses, s'installent définitivement dans les régions parisiennes, lyonnaises, et du sud-est de la métropole. « *Communauté invisible* » (Bertile & Lorraine, 1996), métissée, mais aux phénotypes pluriels qui déroutent les étiquetages ; de culture ultramarine mais convaincue de la grandeur de la mère patrie ; de langue créole mais totalement soumise à la diglossie, la génération des pionniers réunionnais prône le repli dans l'espace domestique et l'invisibilité politique et sociale. Les regroupements familiaux, la nuptialité et la descendance des pionniers confortent l'intégration hexagonale des Réunionnais et la vitalité du dispositif de migration de Debré. Cependant, la crise économique des années soixante-dix complique l'émigration et l'embauche des Réunionnais en métropole. Corrélativement, les premiers échos de l'échec de l'aventure BUMIDOM se font entendre plus ou moins fortement selon les DOM. Aimé Césaire parle, sans détour, de « *génocide par substitution* » pour illustrer l'émigration des jeunes Antillais, tandis qu'à la Réunion, Paul Vergès, alors secrétaire du PCR, déclare « *la ponction est telle que les conséquences seront catastrophiques dans quinze ou vingt ans. C'est comme si, après la dernière Guerre mondiale, les Allemands avaient pu retenir définitivement chez eux tous les prisonniers STO* » (cités par Besson, 2005). Les propos sont extrêmes, la situation explosive. De manière plus nuancée, mais tout aussi critique, à la Réunion, le terme diaspora devient de plus en plus usité, notamment dans l'environnement de la publication de *Zistoir Christian*, ouvrage à succès d'un collectif d'auteurs, publié en créole, puis en français (1997, [1977]), qui raconte les tristes mésaventures d'un travailleur réunionnais en métropole. Le racisme, la solitude, la précarité des emplois, l'exil sont autant de maux qui deviennent représentatifs de l'émigration en métropole. A la crise qui secoue la métropole, s'associe, pour une partie des Réunionnais, un désir d'auto-

nomie conforté par l'indépendance de Maurice (1968) et de Madagascar (1960), et qui sera suivie des insurrections malgaches de 1968 et de la première vague des émeutes du quartier du Chaudron² de 1973. Les effets de la politique de Debré (Gauvin, 2006) opposent une classe moyenne de métropolitains en plein essor aux créoles des bidonvilles qui connaissent les emplois précaires et le chômage.

Ils contribuent aussi à considérer le départ en métropole comme une émigration "en France", vocable souvent utilisé par les Réunionnais pour bien marquer une situation postcoloniale qui n'a rien changé au rapport de tutelle et de domination d'une politique et d'un territoire lointains, étrangers à l'île. *Volens nolens*, le processus migratoire se poursuit dans les années quatre-vingt avec l'invention d'un nouveau concept : la mobilité (Labache, 2005). La disparition du BUMIDOM inaugure ainsi la naissance d'un organisme d'Etat, l'ANT, l'Agence Nationale pour la promotion et l'insertion des Travailleurs d'outre-mer, qui poursuit sensiblement les mêmes objectifs que le dispositif mis en œuvre par Debré mais, euphémisme ou différence notable, avec la souplesse et la liberté de déplacement des "domiens" d'une région d'emploi à une autre. De « *Français entièrement à part* » (Bertile & Lorraine, 1996), les Réunionnais sont proclamés, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir et de la décentralisation, « *Français à part entière* ».

Ce changement arrive trop tard. Après avoir été constamment négatif depuis 1954, le solde migratoire³ devient positif en 1982, sous l'effet conjugué de la baisse des départs et de l'augmentation des arrivées des métropolitains (Festy & Hamon, 1983 ; Sandron, 2007 ; Widmer, 2005). Cette immigration ne cesse d'ailleurs d'augmenter, depuis les années quatre-vingt, pour atteindre, aujourd'hui, un niveau très significatif par rapport aux départs. En d'autres termes, contrairement aux installations durables et définitives des pionniers, on observe un retour des Réunionnais en âge de travailler. Fait plus marquant encore, une partie des jeunes dans la précarité et sans diplôme refusent l'aide à la mobilité proposée par l'Etat, en "choisissant" de rester au chômage ou au RMI sur leur île. Pour autant, ni le chômage et

ses corrélats sanitaires et sociaux, ni les problèmes liés à la surpopulation de l'île ne se sont véritablement améliorés, tandis qu'aujourd'hui, plus encore qu'hier, le fait d'avoir séjourné et travaillé à l'extérieur de la Réunion garantit une meilleure insertion lors du retour sur l'île (Temporal, 2007). Comment alors expliquer cette résistance⁴ juvénile réunionnaise à la mobilité et à ce qui est annoncé, par les pouvoirs publics, comme l'unique chance d'un meilleur avenir pour les Réunionnais et pour leur île ?

Un détour par la réception de l'émigration et de la mobilité, depuis les années soixante, est sans doute nécessaire pour tenter de poser quelques hypothèses sur cet *immobilis in mobile*, sur cet immobilisme dans une île en mouvement.

Mon pëi bato fou ousa bana i rale anou ?⁵

A la Réunion, la poésie occupe une place tout à fait particulière. Depuis le XIXe siècle, elle produit une littérature en français et en créole qui est privilégiée, écoutée, lue par les Réunionnais. Avec le syndicalisme qui connaît dans l'île, notamment au travers du Parti Communiste Réunionnais (PCR), un fort taux d'adhérents, c'est la poésie engagée qui exprime les revendications culturelles, sociales, économiques et politiques.

Bato fou est un texte célèbre, en langue créole, du poète-écrivain-linguiste réunionnais Axel Gauvin, publié au début des années quatre-vingt, et mis en chanson par le groupe *Ziskakan*. Il fait partie du patrimoine culturel réunionnais. On le trouve notamment dans les manuels scolaires de langue et de culture réunionnaises et il est devenu l'un des hymnes des "expatriés" lorsqu'ils se retrouvent "de l'autre côté de la mer". Sur la base d'une métaphore tissée à partir de la nature réunionnaise et de l'océan Indien, le poète décrit son inquiétude face à l'avenir de son peuple aux prises avec le mouvement inéluctable de rattachement de la Réunion à la métropole qui s'enracine dans l'émigration des forces vives de l'île. *Bato fou* est cependant publié à une période où la Réunion connaît un changement politique et

culturel sans précédent qui semble questionner le lien de cette « amarre » (Vergès & Marimoutou, 2003). Mitterrand accède, en effet, au pouvoir et, progressivement, la langue, l'histoire et la culture réunionnaises commencent à acquérir droit de cité, si ce n'est encore leur publicité et leur légitimité. C'est l'époque du fameux « *vivre et travailler au pays* » lancé par le premier ministre Mauroy, qui reçut tout son écho dans les DOM-TOM. A la Réunion, si le climat politique oppose toujours le PCR et la droite, il n'existe plus de divergence en matière de mobilité. « *La Réunion aux Réunionnais* », slogan du programme du PCR de 1981, n'exclut pas une politique de mobilité pour favoriser la formation et l'emploi des jeunes.

Bato fou n'est-il pas alors un texte anachronique, une poésie qui illustre bien la migration des années Debré mais plus la mobilité des années Mitterrand ? Assurément non. Et ce, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le texte engagé d'Axel Gauvin ne pouvait se diffuser dans l'île avant 1981. Rappelons que dans les années soixante, l'ordonnance Debré (15 octobre 1960), qui intervient dans le contexte de la crise algérienne et des insurrections antillaises, permet au préfet de la Réunion d'écarter, pour ne pas dire exiler, tout individu « *dont le comportement est de nature à troubler l'ordre public* ». La culture réunionnaise, dans toutes ses expressions, est ainsi stigmatisée (langue, musique, cultes, célébration de l'abolition de l'esclavage...). Cet "assimilationnisme" sert le pouvoir gaulliste. En effet, depuis la départementalisation, se noue, pêle-mêle, une vive opposition entre le PCR et la droite réunionnaise, entre le combat autonomiste et le nationalisme, entre les "anti-émigration" et les "pro-émigration", et entre le sentiment national – c'est-à-dire l'assimilation au modèle métropolitain – et l'affirmation d'une identité culturelle réunionnaise ainsi que la valorisation du créole (Gauvin, 2002). Tout ce qui relève de la culture et de l'identité réunionnaise est ainsi l'objet d'instrumentalisation politique : revendication à gauche et rejet, voire interdiction, à droite⁶. Les interdits et les représentations étant têtus, la diglossie, le misérabilisme, le "dominocentrisme"⁷, la condescendance et l'exotisme à l'égard de la Réunion et des

Réunionnais ne s'arrêteront pas, en 1972, avec l'abrogation de l'ordonnance Debré. De 1960 à 1980, la culture métropolitaine, qui est imposée et diffusée sur les radios et la télévision d'Etat de l'île (RFO), est populiste (jeux, séries télévisées, variétés). L'information délivrée au journal télévisé est filtrée. Il y a trois salles de cinéma à Saint-Denis, moins d'une dizaine de bibliothèques dans toute l'île, et la presse nationale, quand elle arrive, est toujours en retard et pour un prix de vente plus cher qu'en métropole. La Réunion est une île, on ne le rappellera jamais assez.

Cette distance tient éloignés les manifestations et le changement social et culturel qui émergent en France avec 1968. La Réunion, qui a déjà "loupé", à la fin des années cinquante, la Nouvelle Vague au cinéma, ou le Nouveau Roman, reste à l'écart de la pop-music, de l'art contemporain, de la révolution sexuelle, du débat politique européen, des sciences sociales. Tout cela ne franchit pas l'océan ou le franchit à peine, au bénéfice d'un petit noyau d'étudiants et de chercheurs, dans le cadre d'un jeune centre universitaire. Une majorité de Réunionnais sont privés des outils d'analyse et de compréhension du changement social qui vient de métropole et qui marque l'île de ses maux en moins de vingt ans : éclosion des bidonvilles en périphérie des villes, ouverture des supermarchés qui inaugure la consommation de masse, multiplication des routes goudronnées et des voitures qui remplacent progressivement les charrettes à bœuf... Il existe, pourtant, un mouvement de résistance culturelle et politique qui s'instaure dès la fin des années cinquante à la Réunion, ainsi qu'en métropole, avec les premiers intellectuels réunionnais qui ont franchi l'Océan⁸. Ce courant de pensée, s'il n'est pas structuré, est majoritairement d'obédience PCR. Initiateur d'œuvres artistiques magistrales, il reste toutefois souterrain durant de longues années, ignoré en métropole et interdit à la Réunion.

Pour dire vite, cette assimilation à tous crins à la métropole laisse des traces indélébiles sur une population métissée de Réunionnais dont, faut-il le rappeler, les ancêtres ont, soit connu l'esclavagisme ou l'engagisme, soit été des descendants de maîtres, de "gros blancs", ou encore ont été tenus à l'écart du système économique

dominant, ou ont été le fruit d'unions – souvent clandestines – entre les divers groupes. Face à l'absence de réappropriation de leur histoire, de leur culture et de leur espace, les descendants d'esclaves réunionnais n'ont pas fait, on l'a dit, l'expérience d'un véritable mouvement de revendication culturelle, comme ce fut le cas, notamment, dans les Caraïbes, avec la négritude (Besson, 2005). Ils se retrouvent alors comme les arrière-petits-fils et petites-filles de maîtres qui, tantôt, portent la culpabilité d'un passé dont ils ne sont pas responsables, tantôt se vivent comme des exclus, des "petits blancs des hauts", des *yabs*, dont les ancêtres furent rejetés de la haute société créole et qui furent ruinés par le droit d'aînesse qui avait cours durant la colonisation (Bourquin, 2005). Ils s'installent dans la plainte, la victimisation ou le ressentiment.

Dans ces années soixante de « *la plus grande France* » chère au Général de Gaulle, comme dans les années quatre-vingt du gouvernement socialiste, tous les Réunionnais oscillent entre tradition et modernité. Ils voient leurs enfants apprendre le français à l'école mais continuent à parler et à vivre le créole au quotidien ; ils connaissent la sécularisation mais pratiquent toujours une religiosité hybride... Les exemples de ces contradictions, source de tension, sont nombreux et toujours opératoires. Le changement social brutal, d'une violence politique et symbolique inouïe, n'a pas été "assimilé" aussi facilement que le pensait l'Etat français. « *On ne peut faire le bonheur contre la volonté des Réunionnais ; s'ils voulaient rester clochards et illettrés dans leur île...* », nous confiait, au cours d'une de nos enquêtes, un politique responsable du transfert de mineurs réunionnais des années soixante à quatre-vingt, pour bien signaler qu'il ne pouvait y avoir d'autre alternative à l'imposition d'un exil, d'un modèle français, pour sauver les ultramarins de la misère et de l'ignorance. C'était sans compter sur le poids de la culture, du politique, de la tradition, de la résistance souterraine des Réunionnais. Mais résister a toujours un coût. Et les plus précaires de l'île vont en payer le prix fort.

Depi lo tan sharète-bèf ziska lo tan lanboutéyaz-loto, sé toutan domoun mizér minm i arète si le bor shemin⁹

À la fin des années quatre-vingt, la Réunion commence à redevenir, comme au XVII^e siècle, une terre d'immigration : métropolitains, Malgaches, Comoriens s'installent sur l'île, tantôt pour un mieux-vivre (35% de prime de vie chère, climat...), tantôt pour survivre (RMI, paix civile...). La mobilité connaît, dans cette décennie, un net recul. Or, l'île "bouge", et vite. Le PIB, les industries, le parc automobile, le tourisme s'envolent... corrélativement à la démographie, au chômage, au RMI, à l'analphabétisme, à la malnutrition, aux suicides, aux violences intrafamiliales et aux toxicomanies. Les secteurs plus traditionnels de l'île disparaissent (culture du géranium, du vétiver), soit connaissent des difficultés insurmontables (pêche, agriculture, en général, et culture de la canne à sucre, en particulier). Ce que l'on nomme couramment la "perfusion" de l'île à la métropole s'intensifie par les RMI, les aides sociales et les autres programmes d'accompagnement à l'emploi qui tentent de traiter localement le problème du chômage, de la santé et de la précarité des Réunionnais les moins diplômés et/ou les moins qualifiés. L'essor économique des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ne profite qu'aux classes moyennes et supérieures de l'île, de souche réunionnaise ou métropolitaine.

« *De la charrette à bœuf jusqu'aux embouteillages, ce sont toujours les pauvres qui restent sur le bord de la route* » souffle à la radio un chômeur d'une trentaine d'années, lors des secondes émeutes du Chaudron de février-mars 1991. Événement marquant de la période post-coloniale de la Réunion, l'épisode du Chaudron rend soudainement visible, aux yeux de l'ensemble des métropolitains, la rupture économique et le choc culturel et générationnel que connaît l'île. Quartier de Saint-Denis, étiqueté *kagnar* et *kaf* (voyou et noir) depuis les années soixante-dix, supermarché du *zamal* (sorte de haschich local) et du commerce souterrain, le Chaudron est surtout une zone de relégation de

familles réunionnaises précaires. Du 23 février au 25 mars 1991, des émeutes, des saccages, des blessés et des morts ébranlent le Chaudron et terrorisent l'île. L'affaire de Télé-Freedom¹⁰ n'est que le vernis de ces événements. Les causes profondes sont socio-économiques et culturelles, finalement assez similaires à celles des banlieues de la Seine-Saint-Denis de cette période : chômage, RMI, délinquance, pathologies sanitaires, absence de mobilité résidentielle avec trois générations qui se côtoient dans les HLM... La crise du Chaudron est aussi, et avant tout, celle d'un changement social qui s'exprime "en créole" : après la politique de modernisation gaulliste, après la gauche au pouvoir, les Réunionnais qui sont passés, en quarante ans, d'une société rurale sans souveraineté à une société postcoloniale, revendiquent le droit de vivre et de consommer "comme les autres", comme les métropolitains, suivant le modèle qui leur a été imposé depuis la départementalisation. Ce brusque changement se manifeste violemment, comme un coup de gueule, une frustration (Merton, 1965), un sentiment d'exclusion chargé de rage (Dubet, 1987) mais sans pensée ni organisation politiques.

C'est un mouvement d'une spontanéité épidermique qui s'est éteint aussi vite qu'il a démarré. Puisqu'il n'y a pas d'encadrement politique, la réponse des politiques est tout aussi fuyante. La création de foyers culturels, d'espaces pour les jeunes, la garantie du maintien du RMI et des logements HLM, étouffent dans l'œuf ce qui aurait pu devenir une sorte de Mai 1968 réunionnais, achetant la paix sociale de l'île à grands coups de subventions associatives et de promesses du maintien des ressources indirectes. Tout a échappé aux précaires du Chaudron, même leur propre émeute qui est aujourd'hui, tantôt mythifiée, tantôt brandie comme l'étendard sécuritaire. Tout a échappé aux Réunionnais du bas de l'échelle sociale, sinon le "droit du non-droit" à pratiquer, ce que l'écrivain Alain Lorraine nomme le « *marronnage urbain* » (Bertile & Lorraine, 1996). Longtemps victime d'une « *histoire du silence* » (Gerbeau, 1998), le marronnage est, au XVIII^e siècle, cette fuite des esclaves vers les Hauts de l'île. Le marron est mythifié par les jeunes Réunionnais des années quatre-vingt-dix. C'est

tout à la fois l'homme du *fenwar* (la nuit), l'insoumis noir face au maître blanc, le révolté face à la France, la victime d'un système colonial extérieur et imposé.

Alain Lorraine file la métaphore pour analyser les formes de « *négritude sociale* » des jeunes qui se mettent en place après le Chaudron. Monde et mode de l'errance, de la débrouille, de la subsistance au jour le jour, de la marginalisation, le marronnage urbain recontextualise une négritude qui n'a pas existé, sauf pour quelques marrons qui ont donné leur nom aux montagnes et aux cirques de la Réunion. La France devient alors, aux yeux d'une partie des jeunes, le pouvoir Royal ou la Compagnie des Indes, et ses institutions, sa culture, sa langue comme autant de pouvoirs extérieurs qu'il faut combattre. Le quartier prend alors toute sa force et sa symbolique. Lieu du repli, du territoire à défendre, c'est le lieu considéré comme celui d'un contre-pouvoir aux mains des Réunionnais. Tant pis si on reproduit le ghetto des *ilets* (villages) où se réfugiaient les marrons ; à défaut de sortir du quartier et de l'île, le marronnage urbain permet de s'en sortir et de vivre dans le quartier, à la Réunion... mais immobile. C'est une sorte de retour recomposé à la tribu mythifiée mais, à la différence des conclusions de l'ouvrage du sociologue Maffesoli (1988), sans tribu.

« 9.7.4 Chiens Denis, 9.7.4 c'est ici qu'on vit... »

Ces paroles de *Future Crew*, groupe de rap Réunionnais, fort apprécié des jeunes Réunionnais, expriment, à leur manière, la situation de la résistance juvénile de l'île. Comme nous avons souvent l'habitude de dire sous forme d'hypothèse (puisque aucune recherche n'a été menée sur ce thème et que la nôtre est "sur pause" pour de tristes questions de financement), il y a, aujourd'hui, plus de proximité entre les jeunes du 93 (Seine-Saint-Denis) et ceux des cités du 9.7.4 (de la Réunion), qu'entre ces derniers et leurs parents. Les codes vestimentaires, le rap, les rivalités entre bandes, l'idéalisation d'une Amérique de la déviance, les *fastfoods*, le *bitch-drinking* et les joints de *zamal*... compliquent encore le fossé qui se creuse entre les générations de Réunionnais, les

classes sociales, les genres, les appartenances culturelles...

Chez les jeunes, si près de 44% d'une classe d'âge de lycéens accèdent au baccalauréat et que leur taux de réussite s'approche sensiblement de ceux de la métropole, la corrélation entre l'origine sociale et le diplôme est très significative, plus proche de la reproduction métropolitaine des années soixante que des 80% au bac des années Jospin. Deux voies se distinguent au sein du système éducatif réunionnais : la relégation et l'ordinaire (voir, dans ce dossier, l'article de Tupin). En outre, tandis que trois bacheliers sur quatre poursuivent leurs études dans le supérieur, seuls 12% quittent l'île pour un établissement de métropole ou d'ailleurs. Ces taux de mobilité sont faibles au regard de l'attente des politiques, d'autant que les conseils général et régional favorisent, on l'a vu, l'aide à la mobilité par des systèmes de bourses, par le paiement de billets d'avion...

Il y a trois ans, la manifestation des étudiants diplômés de l'Institut Universitaire de Formations des Maîtres (IUFM) de Saint-Denis, qui refusaient leur mutation en métropole, est exemplaire de ce souhait, commun à toutes les classes sociales et à tous les profils de Réunionnais, d'étudier et de travailler au pays... Si le taux de mobilité est faible chez les enfants des cadres moyens et supérieurs qui réussissent, chez les autres, chez ceux qui ont cumulé retards et échecs scolaires et qui sont sortis de l'école à 16 ans, la question de la formation par la mobilité n'est plus d'actualité. Pour bien comprendre ce phénomène et afin de ne pas être taxé de misérabilisme, on peut citer les résultats de l'*Enquête Emploi 2005* de l'INSEE qui montre que seuls 15 % des Réunionnais – sans emploi ou désireux d'en changer – déclarent être prêts à quitter l'île et, parmi ceux-là, 7 % conditionnent ce départ à l'assurance d'un retour. Dans le même sens, moins de 4 % sont prêts à quitter définitivement l'île pour un emploi. Cette résistance au départ, à la mobilité, si elle concerne l'ensemble des catégories d'actifs, est plus forte chez les jeunes non-diplômés et précaires. On saisit bien ici la force de la résistance à la mobilité. Elle n'est pas seulement le fait de jeunes *kagnar* mais concerne tout autant leurs parents ! Ainsi, alors

que les années quatre-vingt-dix voyaient se mettre en place, chez les jeunes, une stratégie de mobilité de type “*désot-redésot la mèr*” (partir et revenir) qui consistait à profiter des aides publiques pour venir « *faire un tour en France* », pour « *venir visiter Paris ou Marseille* », « *voir la famille ou les dalons (copains)* » (Bigot, 2007), les années 2000 distinguent une élite juvénile qui poursuit ses études dans le supérieur – plutôt à l’extérieur de l’île que dans les institutions réunionnaises – et les relégués du système scolaire qui refusent la formation à l’emploi et la mobilité. Bien sûr, on trouve dans les *kartié* des rescapés du cycle de la reproduction sociale et culturelle. Mais, à la Réunion comme ailleurs, s’ils sont exemplaires, ils ne sont pas légion. Intellectuels, sportifs ou musiciens, ils quittent le *kartié* dès qu’ils le peuvent, moins par condescendance que par la crainte du regard de l’Autre, le *dalon* qui a échoué, qui continue de galérer et qui se représente l’élus comme un traître, un complice du pouvoir : un “bouffon” (terme largement utilisé dans le 93 et qui tend à se répandre à la Réunion).

Cette population juvénile réunionnaise, dont on peut trouver certaines ressemblances avec celle des banlieues métropolitaines, est en soi une énigme, un impensé de la recherche en sciences sociales. Invisible et opaque, elle mérite pourtant toute notre attention sociologique, politique et sociale. Sans catastrophisme ni prophétisme, la Réunion est aujourd’hui, plus encore que par le passé, une marmite sociale au bord de l’implosion. Pour le moment, la situation est au *statu quo*. Si l’île n’explose pas, c’est parce que les jeunes réunionnais des “quartiers” censurent leur haine (Dubet, 1987) par la consommation de rhum, de *zamal*, par ce qu’ils considèrent comme un deal avec l’Etat concernant le commerce souterrain et les aides sociales. On a certes, ici et là, des révoltes contre la police, des violences entre bandes, des “tournantes”, mais ces phénomènes sont circonscrits dans le temps et l’espace. Or, on le sait, quand un problème n’est pas traité politiquement, il finit toujours par dégénérer. Fin 2007, le gouvernement Sarkozy envisageait de réduire drastiquement le budget “mobilité” ; il a été, depuis, maintenu, après de longues tractations entre les élus

réunionnais et le gouvernement. Cette attribution permettra à quelques centaines de diplômés d’aller poursuivre leurs études hors de l’île. Qu’en sera-t-il des non-diplômés et des plus précaires ?

“Immobilisés dans le mobile”, les jeunes réunionnais des quartiers ne le resteront peut-être pas toujours...

- 1 Nous ne traiterons pas ici de l’épisode de l’émigration des Réunionnais dit de la *Sakay*, région de Madagascar. Voir Ascaride, Spagnoli & Vitale (2004, chapitre 3).
- 2 Ce quartier de Saint-Denis de la Réunion, qui conjugue habitat en dur et précarité, voit des heurts avec les CRS et des voitures brûlées à la suite d’une grève. Vingt ans plus tard, le Chaudron connaîtra une véritable émeute (voir dans le corps du texte).
- 3 Le solde migratoire exprime ici la différence, au cours d’une période, entre le nombre de personnes venant résider à la Réunion (immigration) et le nombre de personnes quittent l’île pour résider ailleurs (émigration).
- 4 Ce terme ne doit pas être compris comme la légitimation d’un dispositif, c’est-à-dire la mobilité. La résistance est entendue ici comme une compétence des Réunionnais qui dépasse le cadre de la mobilité. Par la suite, nous espérons échapper à la tautologie bien repérée par Dubet (1987) qui consisterait à expliquer, dans notre étude, la mobilité par la culture de la mobilité ou de l’immobilité, c’est-à-dire finalement par la mobilité elle-même. Dans le même sens, les trois âges de la mobilité que nous proposons ici ne doivent pas être pensés autrement que de manière typologique. Les temps, les espaces et les actions sont pluriels et flottants, se combinant et se compliquant selon les situations.
- 5 On pourrait traduire ce titre par *Mon pays, bateau fou, vers où veulent-ils nous emporter ?* Dans la traduction française, la métaphore de l’auteur perd toutefois de sa poésie et de sa symbolique.
- 6 Une nuance serait à apporter, puisque dans des élans populistes, la droite réunionnaise fait, en 1959, des meetings en créole pour séduire et capter le vote des Réunionnais ...
- 7 Les concepts de misérabilisme et de dominocentrisme ont été travaillés par Grignon & Passeron (1989). Dans notre article, le misérabilisme désigne le processus par lequel la culture et la langue des Réunionnais sont considérées, par essence, comme inférieures à celles des métropolitains. Dans sa forme la plus extrême, et lorsque

ceux qui décomptent avec condescendance tous les manques, toutes les différences, tous les moindre-être, sont aussi ceux qui sont au plus haut dans l'échelle sociale et qui détiennent le pouvoir, on parle de dominocentrisme pour exprimer que la norme sociale devient aussi la norme linguistique, culturelle, etc. La thèse de géographie de Defos du Rau (1960), qui est pourtant l'un des premiers travaux d'envergure sur la Réunion, n'est pas exempte de poncifs sur la nonchalance et la saleté innées des Réunionnais ! Comme pour rappeler ici que le dominocentrisme est un biais d'analyse auquel n'échappent pas non plus les chercheurs !

- 8 Citons, pour mémoire, l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France (UGTRF) qui milite pour l'affirmation de l'identité et la culture réunionnaises ; le *Groupe Kiltirél Rényoné* (GKR) qui édite, à Paris, un journal, *Nou rényoné komé-la* (Nous les Réunionnais d'aujourd'hui) et qui propose des cours de créole ; l'association culturelle du père Félix Rivière, *Fraternité Réunionnaise...*
- 9 *De la charrette à bœuf jusqu'aux embouteillages, ce sont toujours les pauvres qui restent sur le bord de la route.*
- 10 Voir Gerbeau (1992).

Références

- Ascaride, G., Spagnoli, C. & Vitale, P. (2004). *Tristes tropiques de la Creuse*. Marseille : Editions K'A.
- Baulaigne, M. (2003). *Compréhension d'une délinquance juvénile ordinaire au regard de la réaction sociale*. Paris V : Thèse de doctorat de sociologie.
- Bernstein, B. (2007). *Pédagogie, contrôle symbolique et identité*. Laval : Presses Universitaires de Laval.
- Bertile, W. & Lorraine, A. (1996). *Une communauté invisible*. Paris : Karthala.
- Besson, E. (2005). *Le CAPES Créole(s) : entre spécificités et correspondances. Analyse sociolinguistique d'un curriculum controversé*. Aix-en-Provence : Mémoire de Master Recherche de sociologie.
- Bigot, P. (2007). *L'identité des étudiants réunionnais en PACA*. Aix-en-Provence : Mémoire de Master Recherche de sociologie.
- Bourquin, A. (2005). *Histoire des petits blancs de la Réunion*. Paris : Karthala.
- Christian (coll.) (1997, [1977]). *Zistoir Kristian*. Paris : Maspero.
- Defos du Rau, J. (1960). *L'île de la Réunion. Etude de géographie humaine*. Bordeaux : Thèse de doctorat de géographie.
- Dubet, F. (1987). *La galère*. Paris : Fayard.
- Festy, P. avec la collaboration de Hamon C. (1983). *Croissance et révolution démographique à la Réunion*. Paris : Institut National d'Etudes Démographiques/Presses Universitaires de France.
- Gauvin, G. (2002). Créolisation linguistique et créolisation politique à la Réunion. *Hérodote*, n°105, 2^{ème} trimestre, 73-85.
- Gauvin, G. (2006). *Michel Debré et l'île de la Réunion*. Paris : Septentrion.
- Gerbeau, H. (1992). La Réunion. Emeutes du "mal-vivre" ou escarmouches pour l'indépendance ? (pp. 264-267). Paris : *Encyclopædia Universalis*.
- Gerbeau, H. (1998 [1970]). *Les esclaves noirs. Pour une histoire du silence*. Saint-André : Océan Editions et Département de la Réunion, avec la participation de la Région Guyane.
- Grignon, C. & Passeron, J.-C (1989). *Le savant et le populaire*. Paris : Editions Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- Labache, L. (2005). *La mobilité des jeunes Réunionnais vers la Métropole et l'espace européen*. Publié en ligne : <http://jeunes-et-societes.cereq.fr>
- Maffesoli, M. (1991 [1988]). *Le temps des tribus*. Paris : Livre de Poche.
- Merton, R. K. (1965). *Eléments de théorie et de méthode sociologiques*. Paris : Plon.
- Ramognino, N. (dir.) (1997). *De la violence en*

- général et des violences en particulier - Les violences à l'école : l'étude de trois collèges à Marseille.* Aix-en-Provence : Rapport de recherche DEP / Ministère de l'Education nationale, Institut des Hautes études de la Sécurité intérieure, Université de Provence, LAMES, CNRS.
- Sandron, F. (dir.) (2007). *La population réunionnaise. Analyse démographique.* Paris : IRD Editions.
- Taboada-Leonetti, I. (1975). *De l'aliénation à la prise de conscience. Itinéraires de l'identité des migrants réunionnais en métropole.* Paris V : thèse de doctorat de sociologie.
- Tal, I. (1976). *Les Réunionnais en France.* Paris : Editions Entente.
- Temporal, F. (2007). Les migrations : formes et implications sur le marché du travail. In F. Sandron (dir.), *La population réunionnaise. Analyse démographique* (pp 127-168). Paris : IRD Editions.
- Verne, J. (2001[1869]). *Vingt mille lieues sous les mers.* Paris : Livre de Poche.
- Vergès, F. & Marimoutou, J.-C. C. (2003), *Amarres. Créolisations india-océanes.* Marseille : Editions K'A.
- Vitale, P. (dir.) (2001). *Marseille sur Océan Indien.* Marseille : Adeus.
- Vitale, P. (2008). Le créole réunionnais. In C. Ghasarian (dir.), *Anthropologies de la Réunion* (pp. 111-123). Paris : Archives contemporaines
- Vitale, P. (2004). La lang la pwin lo zo. Digressions sur les registres de la pratique du créole. *Espace, Populations et Sociétés*, n°2, 281-291.
- Weber, A. (1994). *L'émigration réunionnaise en France.* Paris : L'Harmattan.
- Widmer, I. (2005). *La Réunion et Maurice. Parcours de deux îles australes - La Réunion et l'île Maurice des origines au XXème siècle, les racines fondatrices du développement.* Paris : Institut National d'Etudes Démographiques/Presses Universitaires de France.
- Wolff, E. (1996). *Quartiers de vie.* Paris : Klincksieck.
- Wolff, E. (2002). Les cultures juvéniles réunionnaises. *Hermès, La France et les Outre-mers*, n°32-33, 123-129.

Faire Savoirs

Sciences humaines et sociales en région PACA

n°7 - juillet 2008



L'île de la Réunion : regards contemporains

Coordination : Philippe Vitale

thèses

Lionel Dany

La drogue et le cannabis : approche psychosociale

Laurence Nicolas

Beauduc : l'utopie des gratte-plage

lecture

Philippe Langevin & Jean-Claude Juan

Marseille, une métropole entre Europe et Méditerranée